



L'ensemble des organisations représentatives au sein de l'instance des DP Basse-Normandie a décidé de ne pas siéger ce mardi 16 octobre.

Depuis plusieurs années maintenant, ce en dépit des alertes récurrentes des représentants du personnel, la direction affiche toujours le même mépris des IRP et donc du personnel. C'est devenu son mode opératoire dans le cadre de sa politique sociale.

Ce déni de dialogue, dans un contexte d'augmentation de la charge de travail, d'aggravation des conditions de travail et de stress lié à l'annonce des suppressions de postes a obligé les élus, dans les instances DP, CHSCT et CE, à recourir à des expertises, des enquêtes, à demander des réunions supplémentaires, et même à alerter l'inspection du travail .

Dans une même logique, comme pour apposer sa touche finale à cette entreprise de destruction, le 9 octobre dernier, la direction régionale a informé les élus de ses décisions unilatérales modifiant les usages et avantages acquis.

Sont ainsi remis en cause :

- Les modalités de prise de rendez-vous chez un spécialiste
- La participation au repas de Noël
- La possibilité d'étendre à la Basse-Normandie la prise en charge des frais de transport accordée aux agents Haut-Normands

Ces quelques exemples illustrent le décalage entre les mots de la direction, ses actes et la réalité :

Voici les mots :

Harmonisation, Synergie, Co-construction, Egalité des territoires, Chemin Normand, Meilleur des deux.

Voici les actes et la réalité :

Nivellement vers le bas, décisions unilatérales, maintien des inégalités des territoires, le moins coûteux des deux.

Quel chemin semé d'embûches pour tous les salariés !

Madame la directrice régionale, nous vous demandons encore une fois de rétablir le dialogue social !